

Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise

REGLEMENT INTERIEUR AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

CONDITIONS GENERALES :

1. La Communauté de Communes de Saint-Dizier, Der et Perthois a réalisé une aire d'accueil de 40 places pour les gens du voyage, située à Saint-Dizier, route d'Ancerville conformément aux dispositions figurant dans le schéma départemental approuvé par la Préfecture et le Conseil Général le 20/12/2002. Toutes les règles et tous les arrêtés en vigueur dans la Collectivité s'appliquent à l'aire d'accueil. Le stationnement des gens du voyage est interdit sur toutes parties du territoire de la Collectivité autres que l'aire d'accueil faisant l'objet du présent règlement.
2. Pour être admis sur l'aire, les voyageurs doivent:
 - Etre à jour du paiement des redevances correspondant à des séjours précédents sur le terrain d'accueil de la Collectivité.
 - Avoir des véhicules et caravanes en état de marche (conformément à l'article 1^{er} du décret 72-37 du 11 janvier 1972) et sur roues permettant le départ immédiat.
 - Posséder un carnet ou un livret de circulation.
3. L'admission sur le terrain sera refusée par le gestionnaire lorsque le chef de famille ou l'un des membres de sa famille ou toute personne placée sous sa responsabilité aura, lors d'un précédent séjour :
 - Provoqué des troubles sur le terrain ou à ses abords.
 - Détérioré les biens mis à leur disposition ou nécessaires au fonctionnement du terrain.
4. La durée de stationnement est fixée à 3 mois. Le délai minimum entre 2 séjours est de 1 mois.
5. Les places mises à disposition sont regroupées 2 par 2 sur une superficie de 150 m² pour constituer éventuellement des emplacements de stationnement de groupes familiaux (40 places équivalentes à 20 emplacements). En sachant que ne peuvent être acceptées sur une place que deux caravanes au maximum (la caravane principale d'habitation et la caravane des enfants), avec éventuellement, une petite remorque pour la « cuisine » et le véhicule tracteur.
6. Chaque place est dotée de conteneurs pour ordures ménagères .Ils devront être mis, par les occupants de la place, à l'entrée de l'aire suivant le rythme du calendrier de collecte des déchets ménagers.

ARRIVEE - DEPART - TARIF

7. L'accès au terrain est effectué par le gestionnaire dans la limite des places disponibles sur présentation du titre de circulation et des documents d'identification des véhicules, après paiement du dépôt de garantie et acceptation du règlement intérieur (signature du Chef de famille) et aux horaires d'ouverture suivants :
 - du Lundi au Vendredi : 8 h 30 – 11 h et 14 h – 16 h
 - le samedi matin : 9 h – 11 h

Le montant du dépôt de garantie est de 80 euros.

L'admission et le départ de l'aire s'effectuent uniquement en présence du gestionnaire.

A l'entrée du terrain sont affichés le numéro de téléphone, le lieu et les horaires où les voyageurs pourront joindre la personne chargée de l'accueil et de l'ouverture du terrain.

Les entrées, les sorties et l'ouverture des fluides se feront aux heures d'ouverture du terrain en présence du personnel d'accueil.

La date de départ doit être annoncée au régisseur par la famille au moins 24 heures au préalable.

8. L'accès au terrain nécessite l'intervention d'un personnel de gestion pour remplir les formalités suivantes :

- Prise de connaissance et acceptation du règlement intérieur par les familles.
- Etablissement d'une fiche d'état des lieux, relative à l'emplacement attribué qui sera contresignée par le chef de famille au moment de l'installation.
- Versement du dépôt de garantie au moment de l'arrivée. Ce dépôt de garantie sera restituée à la fin du séjour lorsque les occupants libèreront leur emplacement en parfait état de propreté, sans dégradation ni dette de leur part.
- Paiement d'avance d'une semaine de stationnement.
- Paiement d'avance pour ouverture des fluides, correspondant à environ une semaine de consommation.
- Photocopies de la carte grise et du livret de circulation

9. Le départ du terrain nécessite l'établissement d'un état des lieux, en présence du chef de famille. S'il est constaté que l'emplacement attribué n'est pas laissé en parfait état de propreté ou qu'il a été endommagé, il sera demandé une indemnisation (retenue sur la caution) couvrant le coût prévisionnel de la remise en état selon le tableau établi et affiché sur l'aire et remis à l'arrivée.

10. Les occupants devront verser un droit de stationnement. Ce droit est payable d'avance par emplacement et par jour (compté de midi à midi), sachant que deux caravanes d'habitation peuvent être regroupées sur un emplacement. Le droit de stationnement sur l'emplacement payé à l'avance, comprend notamment :

- La gestion locative,
- L'occupation de l'emplacement,
- La mise à disposition et les frais de maintenance technique des équipements du terrain,
- L'entretien des parties communes des terrains d'accueil,
- Le ramassage des déchets ménagers,
- L'éclairage public du terrain.

Le montant du droit de stationnement est voté par la Communauté d'Agglomération.

La consommation d'eau issue des différentes utilisations de la famille (douche, point d'eau, machine à laver, etc.), sera directement payée à l'avance par les familles aux horaires d'ouverture du bureau, chaque emplacement étant équipé d'un compteur d'eau individuel.

La consommation d'électricité comprenant les consommations de la famille (éclairage des WC, de la douche etc.), le courant issu des branchements sur prise (chauffage et éclairage des caravanes, alimentation de tous les appareils électriques : lave-linge, sèche-linge, téléviseur, outils etc.) et la production d'eau chaude (douche etc.) seront directement payées à l'avance par les familles aux horaires d'ouverture du bureau, chaque emplacement étant équipé d'un compteur individuel.

Le montant journalier du droit de stationnement est de 2,00 euros par emplacement (soit 2 caravanes)

Le montant du prix du KWh d'électricité est facturé au coût réel (à titre indicatif 10 centimes d'euros le KWh hors taxes pour 2012)

Le montant du prix du m³ d'eau est facturé au coût réel (à titre indicatif 3,70 euros hors taxes pour 2012)

FONCTIONNEMENT COURANT

11. Chaque famille admise sur l'aire devra uniquement occuper la place ou l'emplacement qui lui aura été attribué(e) en cas de regroupement familial.
Aucun changement de place ou d'emplacement ne pourra intervenir sans autorisation préalable et expresse du gestionnaire.
Chaque place ou emplacement ((aire individuelle et prestations associées) ; (bloc sanitaire, accessoires, mobilier urbain et plantations)) devra être maintenu propre et en état de fonctionner par ses occupants. Tout équipement ne doit être utilisé que pour sa fonction d'origine. Toute dégradation fera l'objet d'un procès verbal et sera facturée aux occupants dès la dégradation constatée et si nécessaire par retenue sur le dépôt de garantie. Il est expressément rappelé que le nettoyage des équipements et de la surface de l'emplacement mis à leur disposition est uniquement du ressort des occupants pendant leur séjour.
12. Les installations sur le terrain et les espaces verts sont sous la responsabilité des voyageurs. Ceux-ci doivent veiller individuellement et collectivement au respect de tous les espaces du terrain.
La responsabilité civile et pénale des usagers sera engagée en cas de détérioration de matériel, bâtiments, végétaux.
Les parents sont civilement et pénalement responsables de leurs enfants et de leurs invités.
Les voyageurs sont pénalement responsables des animaux qu'ils détiennent selon la réglementation en vigueur relative à la détention d'un animal (cf. Arrêté interministériel du 25 octobre 1982).
Les usagers doivent se respecter mutuellement et observer une parfaite correction à l'égard du voisinage et du personnel intervenant sur le terrain. Ils ne doivent pas troubler l'ordre public.
13. Aucun objet ou linge ne devra être posé sur les clôtures, portes d'accès, végétaux ou bâtiments constituant l'aire de stationnement.
Sur chaque emplacement, les supports de fils à linge sont installés.
14. Toute installation fixe ou toute construction, toute fixation de pieux, de piquets ou objets similaires dans le sol sont interdites sur l'aire, toute dégradation sera facturée.
Les béquilles de caravane devront reposer sur des cales.
Tout changement de distribution, percement des murs ou modification de canalisations est interdit.
15. Les usagers doivent :
- respecter les règles d'hygiène et de salubrité,
 - entretenir la propreté de leur emplacement et de ses abords, qu'ils doivent laisser propres à leur départ,
 - utiliser les conteneurs prévus pour la collecte des ordures ménagères,
 - se conformer aux règles de sécurité et aux règles établies.
- L'introduction d'armes à feu sur l'aire est interdite sinon les forces de l'ordre seront immédiatement prévenues.
16. Les travaux de ferrailage sont interdits sur le terrain.
Toute entrée et / ou dépôt d'objet de ferraille, d'épave, etc... sont également interdits.
Tout brûlage et feu de camp sont interdits.
Seul le feu de bois est autorisé dans un récipient réservé à cet usage.

VOIE D'ACCES ET ABORDS IMMEDIATS

17. Pour la circulation des véhicules sur le terrain, les usagers devront respecter la législation édictée par le code de la route et limiter la vitesse « au pas ».

Les véhicules ne devront pas entraver la circulation, ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants. Ils ne pourront pas stationner dans la zone de circulation, sur les espaces communs et sur les espaces verts.

L'accès des terrains est réservé aux véhicules appartenant aux occupants des emplacements.

Les accès, les allées et les espaces communs sont considérés comme des voies publiques, les services de police, de gendarmerie et de soins d'urgence pourront intervenir immédiatement pour y faire respecter la législation.

FONCTIONNEMENT DIVERS

18. L'aire d'accueil est ouverte 11 mois par an. Deux fermetures sont programmées pour des raisons d'hygiène et d'entretien (15 jours en février et 15 jours en septembre).
19. La collectivité ne peut être tenue pour responsable en cas de vols et de dégradations quelconques des biens appartenant aux utilisateurs des lieux.
20. Le gestionnaire veille au respect du présent règlement. Tout manquement (dégradations, impayés, troubles de voisinage...) au règlement engendrera l'expulsion ; celle-ci pourra être poursuivie par voie judiciaire y compris en la forme d'un référé avec recours de la force publique si nécessaire et aux frais de l'intéressé.

L'exclusion définitive des terrains d'accueil de la collectivité pourra être prononcée.

21. Le présent règlement intérieur est transmis à Monsieur Le Préfet de Haute Marne et à Monsieur Le Président du Conseil Général de Haute Marne, co-signataires du schéma départemental d'accueil.

Fait à Saint-Dizier, le.....

Pour la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise

Le gestionnaire

Le régisseur

L'utilisateur

N° place